



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

MARCHE D'ACHAT DE FOURNITURES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE n° 2025-8600-007

Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet l'achat, la livraison et le colisage de vêtements de travail et d'accessoires pour les ouvriers forestiers de l'agence travaux Rhin-Vosges de la Direction Territoriale Grand Est de l'Office National des Forêts.

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts
Direction territoriale Grand Est – groupe Est
14 rue du Maréchal Juin
67084 STRASBOURG

Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est M. Christophe FOTRÉ, Directeur Territorial Grand Est de l'Office National des Forêts.

SOMMAIRE

APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN	1
(PASSE EN APPLICATION DES ARTICLES L.2113-10 ET R.2113-1, L.2124-2 ET R.2124-2, R.2161-2 A R.2161-5 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)	1
1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
1.1. POUVOIR ADJUDICATEUR	4
1.2. SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ADMINISTRATIF OU TECHNIQUE PEUVENT ETRE OBTENUS	4
1.3. PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R.2191-60 ET R.2191- 61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES).....	4
2 OBJET – DISPOSITIONS GENERALES	4
2.1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
2.2. PROCEDURE.....	5
2.3. CLASSIFICATION CPV	5
3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE	5
3.1. FORME DE L'ACCORD-CADRE.....	5
3.1.1. <i>Décomposition en lots</i>	5
3.1.2. <i>Modalités d'attribution de l'accord-cadre</i>	5
3.2. CLAUSES DE MODIFICATIONS	6
3.3. VARIANTES ET/OU PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE).....	6
3.4. PRESTATIONS SIMILAIRES	6
3 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE	6
4 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	6
5	6
5.1 PASSATION DES COMMANDES	6
5.1.2 MODIFICATION D'UN BON DE COMMANDE	7
5.1.3 SUSPENSION D'UN BON DE COMMANDE	8
5.1.4 RESILIATION D'UN BON DE COMMANDE	8
5.1.5 MODALITES D'ADMISSION DES PRESTATIONS	8
5.1.6 TRANSFERT DE PROPRIETE	8
5.2 NATURE DES PRESTATIONS	8
5.3 LIEUX ET MODALITES DE LIVRAISON.....	9
5.4 DELAIS DE LIVRAISON.....	9
5.5 PROLONGATION DES DELAIS	9
5.6 ECHANGES D'ARTICLES.....	9
5.7 REMPLACEMENT DES EFFETS NON CONFORMES	9
5.8 RESPONSABILITE DU TITULAIRE	10
5.9 MODIFICATION DE LA LISTE DES PRODUITS	10
6 CLAUSE D'EVOLUTION TECHNIQUE DES PRODUITS	10
7 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT	11
7.1. UNITE MONETAIRE	11
7.2. FORME ET CONTENU DES PRIX	11
7.2.1. <i>Nature des prix</i>	11
7.2.2. <i>Contenu des prix</i>	11
7.3. VARIATION DANS LES PRIX	11
7.4. MODIFICATION DANS LA MASSE DES PRESTATIONS	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
7.5. MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT	11
7.5.1. <i>Acomptes</i>	11
7.5.2. <i>Facturation</i>	11
7.5.3. <i>Transmission des factures</i>	12
7.5.4. <i>Délai global de paiement</i>	12
7.5.5. <i>Nantissement ou cession de créance</i>	12

8	PENALITES	12
8.1.	MODALITES DE RETARD DE LIVRAISON	13
8.2.	PENALITES POUR NON-CONFORMITE DES FORMALITES RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE	13
9	DROIT, LANGUE.....	13
10	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL.....	13
10.1.	TRAVAILLEURS ETRANGERS.....	14
10.2.	TRAVAIL CLANDESTIN.....	14
10.3.	TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES.....	14
10.4.	PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR.....	14
11	DEROGATION AU CCAG.....	14

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Grand Est, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 03798 dont le siège est à Strasbourg.

1.2. Service auprès duquel des renseignements d'ordre juridique, administratif ou technique peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre **juridique ou administratif** est :

Service Achats
Cité Administrative – 14 rue du Maréchal Juin – 67000 Strasbourg
– Email : achats.grand-estt@onf.fr

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre **technique** est :

Mme Tiffany BONNET
Cité Administrative – 14 rue du Maréchal Juin – 67000 Strasbourg
Téléphone : 06.23.24.61.51 - Email : tiffany.bonnet@onf.fr

1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

La personne habilitée à donner les renseignements est :

Mme Christine SCHMITT, Agent comptable secondaire
Cité administrative - 14 rue du Maréchal Juin
CS 50016 - 67084 STRASBOURG cedex
Téléphone 06 23 24 61 59 – Email : christine.schmitt@onf.fr

2 OBJET – DISPOSITIONS GENERALES

2.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent marché a pour objet l'achat, la livraison et le colisage de vêtements de travail et d'accessoires pour les ouvriers forestiers de l'agence travaux Rhin-Vosges de la Direction Territoriale Grand Est de l'Office National des Forêts.

La fourniture de ces équipements concerne environ 214 salariés. Pour information, sans valeur contractuelle, le vestiaire annuel -2025- individuel de chaque ouvrier se situe à 150 € H.T. De ce fait, les produits proposés dans le catalogue ne pourront pas être d'un montant supérieur à 150 € HT. Bien que le BPU soit composé de 4 articles types, l'attributaire s'engage à compléter son catalogue de 50 articles minimum.

Cette dotation est cadrée par la Convention Collective Nationale de l'Office National des Forêts qui est susceptible d'évoluer pendant la durée du présent accord-cadre. L'attribution de ce lot entraîne l'engagement pour le titulaire de fournir un catalogue personnalisé des produits ONF, à hauteur annuelle maximum de 250 exemplaires imprimés ainsi qu'un bon de commande type au format Word. Le titulaire s'engage également à préparer les colisages par ouvrier après réception des commandes individuelles.

Le catalogue sera composé en majorité d'articles de couleur vive (rouge et orange).

L'exécution de ce marché est régie par le Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services.

Le document n'est pas joint au dossier de consultation, il est réputé connu par les soumissionnaires. Le document est disponible sur internet via le lien :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>

2.2. Procédure

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert européen passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

Le présent appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions des articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique et au Cahier des Clauses Administratives Générales - Marchés publics de Fournitures Courantes et de Service (CCAG – FCS) approuvé par arrêté du 30 Mars 2021. (Le candidat déclare connaître parfaitement ces documents.)

Sur toute la durée du marché, le montant maximale de commande ne pourra en aucun cas dépasser le seuil du signataire c'est-à-dire 610 000€ HT.

2.3. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

18110000	Vêtements professionnels, vêtements de travail spéciaux et accessoires
----------	--

3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

3.1. Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commandes en application des articles L.2162-1, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et 14 du code de la commande publique.

3.1.1. Décomposition en lots

La consultation est constituée d'un lot unique décrit ci-dessous :

Lot	Prestations	Montant minimal estimatif annuel sur l'ensemble du lot	Montant maximale annuel sur l'ensemble du lot
Unique	Vêtements de travail et accessoires	15 000 € HT	100 000 € HT

Les quantités commandées résulteront des demandes individuelles exprimées par le pouvoir adjudicateur en fonction des besoins en vêtements de travail et accessoires exprimés par les salariés. Ce marché ne comporte aucun engagement de la part du pouvoir adjudicateur sur un minimum de commande, tant en quantité qu'en montant.

La fourniture de ces équipements concerne environ 214 salariés. Pour information, sans valeur contractuelle, le vestiaire annuel -2025- individuel de chaque ouvrier se situe à 150 € H.T. De ce fait, les produits proposés dans le catalogue ne pourront pas être d'un montant supérieur à 150 € HT. Bien que le BPU soit composé de 4 articles types, l'attributaire s'engage à compléter son catalogue de 50 articles minimum.

Cette dotation est cadrée par la Convention Collective Nationale de l'Office National des Forêts qui est susceptible d'évoluer pendant la durée du présent accord-cadre. L'attribution de ce lot entraîne l'engagement pour le titulaire de fournir un catalogue personnalisé des produits ONF, à hauteur annuelle maximum de 250 exemplaires imprimés ainsi qu'un bon de commande type au format Word. Le titulaire s'engage également à préparer les colisages par ouvrier après réception des commandes individuelles.

Le catalogue sera composé en majorité d'articles de couleur vive (rouge et orange).

3.1.2. Modalités d'attribution de l'accord-cadre

Le lot n'est attribué qu'à un seul et même soumissionnaire.

3.2. Clauses de modifications

En application des dispositions des articles L.2194-1 et L.2194-2, R.2194-1 à R.2194-10 du code, le marché peut être modifié en cours d'exécution lorsque les cas détaillés ci-après et/ou qui pourraient être inclus dans d'autres dispositions du marché sont mis en œuvre soit par décision unilatérale de l'acheteur, soit par conclusion d'un avenant entre les parties :

- modification de caractères techniques des fournitures dans le respect des normes,
- arrêt de la fabrication d'une ou de plusieurs fournitures,
- la modification est rendue nécessaire par des circonstances imprévues,
- un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial.

3.3. Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Le marché ne prévoit pas de PSE. Les variantes ne sont pas autorisées.

3.4. Prestations similaires

En cas d'éventuels achats similaires le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique), aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement et le Bordereau des Prix Unitaires au présent marché ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), dont les exemplaires originaux, conservé dans les archives de l'ONF, font seule foi ;
- Annexe 1 – Adresses de livraison
- Les bons de commande émis dans le cadre du présent accord-cadre ;

Le C.C.A.G. applicable est le Cahier des Clauses Générales d'Achats des marchés de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) dans sa dernière version en vigueur – arrêté du 30 mars 2021). Le document n'est pas joint au dossier de consultation, il est réputé connu par les soumissionnaires. Le document est disponible sur internet via le lien :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

5.1 Passation des commandes

Les commandes sont passées au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commandes émis après acceptation des propositions de commande validées par le titulaire.

Aucune livraison ne doit être effectuée sans bon de commande.

Chaque bon de commande indique :

- l'identification des contractants ;
- la référence du présent marché : 2025-8600-007 ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- la désignation des fournitures ;
- leur quantité attendue ;
- le montant H.T. ;

- le(s) lieu(x) de livraison ;
- les dates de livraisons.

Les bons de commande sont adressés par courriel au titulaire, l'accusé de réception servant de point de départ au délai d'exécution des prestations

Si, dans un délai de 48 heures à compter de la date d'envoi du bon de commande au titulaire, l'ONF n'a pas reçu de réserve de ce dernier, le titulaire est réputé avoir accepté l'exécution de la commande.

Les bons de commande, signés par la personne chargée de l'exécution du présent marché ou son représentant, peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre. Les commandes émises en fin de marché pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre. Dans ce cas, la durée d'exécution maximale des commandes sera de 2 mois.

Afin de garantir la sécurité de ses salariés, en cas de défaillance d'un candidat pour honorer une commande dans les délais prévus, l'O.N.F. se réserve le droit de passer commande chez un autre fournisseur de son choix pour un ou des articles identiques ou équivalents. Cette passation de commande auprès d'un autre fournisseur se fera après information par lettre recommandée avec accusé de réception ou courriel avec accusé de réception émis par le pouvoir adjudicateur au minimum 15 jours avant la passation de la commande chez un autre fournisseur. En cas de différence de prix (livraison comprise) entre les tarifs du candidat défaillant et celle constatée lors de cet achat exceptionnel, la différence devra faire l'objet d'un avoir de la part du candidat défaillant, à déduire de la commande suivante.

Le titulaire du lot devra prendre en charge :

- La fourniture des catalogues en version papier ainsi que des bons de commande type au format Word
- La fourniture des articles ;
- L'approvisionnement, le conditionnement des effets, les emballages, l'étiquetage ;
- L'expédition, les frais de transport sur les différents sites ;
- Les manutentions, les frais d'assurance de la marchandise pendant le transport, ainsi que les frais de retour au fournisseur des effets défectueux à remplacer ;
- La sérigraphie pour les lots concernés ;
- Les frais inhérents aux échanges lorsque l'erreur est imputable au fournisseur (taille, mauvaise référence, etc.).
- Le colisage individuel par ouvrier

La livraison des produits se fera avec prise de rendez-vous auprès du responsable local du site – décrits à l'annexe 1 – adresses de livraison.

Toute livraison effectuée dans un lieu différent de celui indiqué sur le bon de commande sera considérée comme non admise.

Chaque titulaire doit s'engager sur une garantie contractuelle d'une année à la date d'admission du produit au sein de l'ONF, garantie excluant l'usure normale.

Un conditionnement distinct et étiqueté sera effectué entre chaque site de commande.

Le nom de réceptionnaire indiqué sur le bon de commande devra être précisé sur la palette.

Le nom de chaque ouvrier devra être précisé sur le carton contenant sa commande.

5.1.2 Modification d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut modifier les prestations objet du bon de commande correspondant. L'ONF émet alors un bon de commande rectificatif. Le bon de commande rectificatif fait apparaître le nouveau délai de réalisation de la prestation modifiée. Les modalités d'indemnisations suivantes s'appliquent :

- Si un litige imputable au titulaire est à l'origine de la modification, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leurs utilités. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

5.1.3 Suspension d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnité de la part de l'ONF.

A l'expiration de cette durée, l'ONF peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant poursuite des prestations, objet du ou des bons de commande suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

5.1.4 Résiliation d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut en interrompre l'exécution. Elle en informe le titulaire par courrier électronique.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'ONF, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

L'annulation d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

5.1.5 Modalités d'admission des prestations

Les opérations d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet seront réalisées conformément aux dispositions prévues au chapitre 5 du Cahier des Clauses Générales d'Achats des marchés de fournitures courantes et services (CCAG-FCS)

Les fournitures doivent répondre aux caractéristiques techniques exposées dans les clauses techniques du présent marché.

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives seront effectuées par les personnels des services bénéficiaires conformément aux prescriptions des articles 27 à 29 du CCAG/FCS applicable. Pour rappel, le visa de l'établissement sur le bon de livraison ne vaut qu'acceptation de la commande reçue. Les fournitures feront l'objet d'un contrôle quantitatif par le personnel de l'établissement en assurant la réception.

À la suite des vérifications quantitatives et qualitatives, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG/FCS.

Les fournitures rejetées doivent être remplacées dans un délai identique à celui de la livraison initiale à compter de la réception de la décision de rejet. Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les articles rejetés. Lorsque ce délai est écoulé, ils peuvent être détruits ou évacués par l'acheteur, aux frais du titulaire.

5.1.6 Transfert de propriété

La notification de la décision d'admission, quand elle est établie entraîne le transfert de propriété. Sinon elle intervient quinze (15) jours après la réception.

5.2 Nature des prestations

Conformément à l'article 20.3 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures les risques afférents au transport ainsi que les opérations de

conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage et de déchargement incombent au titulaire du marché.

Les fournitures doivent être livrées convenablement emballées par le titulaire de manière à ce que les marchandises puissent supporter, sans dommage, les risques inhérents au transport.

Le titulaire est tenu de transmettre les consignes de livraison aux prestataires qui effectueront pour son compte la livraison et de prévoir le personnel nécessaire pour son exécution.

En cas d'échange, de retour d'un ou de plusieurs articles, le titulaire prend à sa charge les frais de transport conformément aux dispositions de l'article 5.1 du présent cahier.

Le titulaire prend à sa charge les taxes et assurances afférentes.

5.3 Lieux et modalités de livraison

Les livraisons doivent être effectuées pendant les jours et heures ouvrés, soit du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h00, sauf indication contraire portée dans le bon de commande.

Pour que la livraison soit acceptée les colis devront être déposés en présence d'un agent de l'ONF, à l'intérieur des locaux et à l'abri des intempéries. Le non-respect de cette clause dégagera l'ONF de toute responsabilité concernant la marchandise livrée.

La vérification quantitative portera sur le nombre d'éléments. En cas de livraison incomplète, celle-ci devra être complétée dans les 15 jours calendaires suivant le jour de la vérification.

La vérification qualitative portera sur la conformité des fournitures par rapport aux prescriptions techniques stipulées ainsi que la qualité technique apparente des fournitures livrées. En cas de non-conformité des fournitures livrées ou de fournitures défectueuses, celles-ci devront être remplacées dans les 15 jours calendaires suivant le jour de la vérification.

Toute livraison effectuée dans un lieu différent de celui indiqué dans le bon de commande sera considéré comme non réceptionné.

5.4 Délais de livraison

Les commandes seront envoyées à l'attributaire au plus tard le 15 avril N et devront être livrées entre le 1^{er} et le 15 juin N.

5.5 Prolongation des délais

Conformément aux dispositions de l'article 13.3 du CCAG/FCS du 30 mars 2021, l'acheteur peut prolonger le délai d'exécution si le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure. Le délai ainsi prolongé revêt les mêmes effets que le délai contractuel.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que tout retard lui étant imputable entraîne l'application de pénalités.

5.6 Echanges d'articles

Les échanges seront possibles sous un délai de deux mois à compter de leur admission par le pouvoir adjudicateur afin de résoudre les éventuels problèmes de taille imputables aux personnels de l'O.N.F., le pouvoir adjudicateur prenant alors en charge les frais d'expédition des articles retournés.

5.7 Remplacement des effets non conformes

Les vêtements et équipements non conformes à la commande, détériorés ou ne répondants pas aux caractéristiques de référence seront renvoyés au fournisseur par les services récepteurs, en port dû,

dans un délai de deux semaines. Les effets de remplacement seront renvoyés par le fournisseur, en port payé par ce dernier, dans les délais prévus au présent marché.

5.8 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu, au titre du présent contrat, d'une obligation de résultat en vue de livrer, dans les délais et dans les conditions prévues, les fournitures qui y sont décrites.

L'ONF pourra résilier en tout ou partie le marché dans les cas prévus au chapitre 7 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services.

Le titulaire est soumis à une obligation de qualité des produits dont il est responsable au titre du présent marché. Les délais de livraison sur lesquels le titulaire s'est engagé doivent être impérativement respectés.

Au cas où le titulaire rencontrerait des difficultés qui remettraient en question sa capacité à respecter ses obligations contractuelles, il lui appartiendra de prendre toutes dispositions pour y faire face et pour tenir ses engagements.

En tout état de cause, le titulaire s'oblige à informer sans délai la personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre - Mme Tiffany BONNET - Téléphone : 06.23.24.61.51 - Email : tiffany.bonnet@onf.fr - de toute difficulté rencontrée concernant le présent marché.

La mission confiée au titulaire revêt une importance toute particulière en raison de la nature des fournitures concernées. Son exécution ne saurait souffrir aucun retard ni défaillance, hormis la force majeure et les causes imputables à la personne publique.

En cas de défaillance à ces obligations, il sera fait application des dispositions de l'article 45 du CCAG de référence relative à l'exécution du service aux frais et risques du titulaire ou à la résiliation du marché. Par ailleurs, le titulaire s'engage à reprendre et à échanger toute marchandise défectueuse dans les meilleurs délais sans supplément de coût.

5.9 Modification de la liste des produits

Toute modification du catalogue, tout changement ou adjonction de nouvelles références intervenant en cours d'exécution du marché, doit être communiqué sans délai à la personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre. Après acceptation écrite de la personne habilitée sous forme d'avenant, ces produits sont intégrés au marché. Les conditions du marché sont pleinement applicables à ces modifications.

En cas de modification du produit commandé, le titulaire doit proposer des articles de substitution similaires ou équivalents aux conditions tarifaires inférieures ou égales.

6 CLAUSE D'EVOLUTION TECHNIQUE DES PRODUITS

Si durant l'exécution du présent accord-cadre, l'article référencé subit une évolution technique, d'origine réglementaire ou non, conduisant à l'interruption de la production du modèle initialement retenu et donc son indisponibilité, le titulaire peut proposer un article en remplacement. De la même façon, s'il s'avère qu'un produit de meilleure qualité et/ou augmentant la sécurité des utilisateurs est mis en production, l'article référencé peut être modifié.

Les modifications techniques devront respecter au mieux les spécifications techniques de l'accord-cadre, nécessitant une acceptation préalable et écrite de l'ONF.

Par courrier, le titulaire devra adresser à l'ONF, dans un délai de trois mois avant la fin de production de l'article concerné, un dossier comprenant :

- Un justificatif d'obsolescence du produit rendant indisponible le maintien de la production de l'article référencé dans le présent accord-cadre ;
- Les spécifications techniques du produit proposé en remplacement ;
- Les différences techniques entre le produit remplacé et le nouveau produit proposé ;
- Son coût unitaire hors taxes, les évolutions techniques ne devront pas entraîner une hausse du coût unitaire du produit de plus de 10% ;
- La date de mise à disposition du produit remplaçant.

Dans un délai d'un mois à compter de la réception du dossier, l'ONF transmettra par courrier sa décision au titulaire d'accepter ou non le produit remplaçant proposé.
L'acceptation écrite vaudra application à la date de mise à disposition indiquée dans le dossier de remplacement sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant aux spécifications techniques.

7 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

7.1. Unité monétaire

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro.

7.2. Forme et contenu des prix

7.2.1. Nature des prix

Le présent marché est traité à prix unitaire.

Le prix est fixé dans le Bordereau des Prix Unitaires du titulaire.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités constatées, le prix unitaire figurant au Bordereau des Prix Unitaires.

7.2.2. Contenu des prix

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre :

- Toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.
- La manutention, le conditionnement, l'emballage et le transport mais également les frais d'importation et de retour de marchandise pour échange

7.3. Variation dans les prix

Les prix des articles étant basés sur les prix catalogue, la variation des prix évoluera en fonction des prix catalogue. Cependant, cette variation de prix restera annuelle à date d'anniversaire de ce présent accord cadre.

7.4. Modalités essentielles de paiement

7.4.1. Acomptes

Sans objet

7.4.2. Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF **de façon dématérialisée** dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro du présent marché : 2025-8600-007 ;
- les références du bon de commande afférent
- le nom du service destinataire ;
- le SIRET du titulaire
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de réalisation des prestations
- les prix HT, TTC et la TVA;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées par l'ONF.

Le titulaire ne pourra émettre les factures qu'à partir d'un seul numéro de SIRET, identifié dans l'encart « C - Identification et engagement du candidat » de l'acte d'engagement.

7.4.3. Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro d'engagement juridique :
Bon de commande crée dans SAP et signé par l'ONF sous format 450XXXXXXX ou 470XXXXXXX.
- Numéro d'identification :
662043116 03798, SIRET mentionné sur le bon de commande.

7.4.4. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire de l'accord-cadre sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCAP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

7.4.5. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

8 PENALITES

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes.

8.1 Modalités de retard de livraison

Conformément à l'article 14.1.1 du CCAG FCS et lorsque les délais contractuels sont dépassés le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, la pénalité suivante :

$$P = V * R / 1\,000$$

dans laquelle:

P = le montant de la pénalité;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable;

R = le nombre de jours de retard.

Les pénalités sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à 50 € pour l'ensemble du marché.

Si les retards se prolongent au-delà de 30 jours ouvrés, le pouvoir adjudicateur peut annuler la commande relative à la prestation non réalisée. L'annulation de la commande ne fait pas obstacle à l'application des pénalités de retard.

8.2 Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant de l'accord-cadre.

9 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCAP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

Tous les courriers adressés à l'ONF doivent également être rédigés en français.

10 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,

- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

10.1 Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

10.2 Travail clandestin

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution de l'accord-cadre, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

10.3 Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront conformes à la réglementation en vigueur.

10.4 Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr

11 DEROGATION AU CCAG

L'exécution de ce marché est régie par le Cahier des Clauses Générales d'Achats des marchés de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) dans sa dernière version en vigueur – arrêté du 30 mars 2021.

Le document n'est pas joint au dossier de consultation, il est réputé connu par les soumissionnaires. Le document est disponible sur internet via le lien :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>

Les articles ci-dessous dérogent au CCAG :

- Article 7.3 – Révision des prix :

Par dérogation à l'article 38 du CCAG/FCS du 30 mars 2021, l'acheteur se réserve le droit de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du marché à la date de changement de tarif lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 3% par an, sauf en cas résultant de circonstances imprévisibles.

- Article 8 – Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, les modalités d'application des pénalités de retard sont celles décrites à l'article 8.